

L'insurrection de **CRONSTADT**

par
A. CILIGA

35 26 25

5/10 992

SOMMAIRE

1° L'INSURRECTION DE CRONSTADT ET LA DESTINÉE

DE LA RÉVOLUTION RUSSE..... page 4

2° LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE EN

HONGRIE page 13



BI 148/916626+01



[1946]

— 3 —

D EPUIS mars 1921, depuis 26 ans, le mouvement de marins de Cronstadt a été systématiquement calomnié et ignoré par la plupart des « bolcheviks » et « communistes ». L'insurrection de Cronstadt a été le dernier bondissement d'emvergure de la révolution prolétarienne en Russie avant sa défaite. Les marins de Cronstadt se sont soulevés contre le capitalisme d'Etat, contre la bourgeoisie, qui, sous une nouvelle étiquette et sous de nouvelles formes, réinstallait sa domination économique et politique, sur les travailleurs.

Nous reproduisons ici un article de A. Ciliga, qui a paru dans « *La Révolution Prolétarienne* » (fin 1938), en vue d'aider à déchirer le voile de mensonge et de calomnie qui cache la vérité sur ceux de Cronstadt.

Nous finissons ces quelques lignes en guise d'introduction avec la reproduction partielle de l'un des premiers appels du Comité Révolutionnaires de Cronstadt, en date du 2 mars 1921 (1):

« A la population de la forteresse et de la ville de Cronstadt.

Camarades et Citoyens !

Notre pays traverse une période difficile. Voici déjà trois ans que la famine, le froid et le chaos économique nous tiennent dans un étau terrible. Le parti communiste qui gouverne le pays, s'est détaché des masses et s'est révélé impuissant à sortir le pays d'un état de débâcle générale. Le parti n'a tenu aucun compte des troubles qui viennent d'avoir lieu à Pétrograd et à Moscou, et qui prouvent clairement qu'il a perdu la confiance des masses ouvrières. Il n'a tenu, non plus, aucun compte des réclamations formulées par les ouvriers. Il considère ces réclamations comme les résultats des menées contre-révolutionnaires. Il se trompe profondément. Ces troubles, ces réclamations, c'est la voix du peuple entier, de tous les travailleurs. Tous les ouvriers, tous les marins, tous les soldats rouges voient nettement, aujourd'hui, que seuls, les efforts communs, seule la volonté commune des travailleurs pourront sortir la République de l'impasse où elle se trouve.»

(1) Cité d'après l'article de VOLINE « LA RÉVOLUTION RUSSE » dans la brochure « LA VÉRITABLE RÉVOLUTION SOCIALE ».

L'INSURRECTION DE CRONSTADT ET LA DESTINÉE DE LA RÉVOLUTION RUSSE

L'échange de lettres entre Trotsky et Wendelin Thomas (l'un des leaders du soulèvement des marins allemands en 1918, actuellement membre de la Commission américaine d'enquête sur les procès de Moscou) au sujet de la place à donner dans l'histoire aux événements de Cronstadt de 1921, a provoqué une véritable discussion internationale. Cela témoigne de l'importance du problème. D'autre part, si c'est plus particulièrement aujourd'hui que l'on s'occupe de Cronstadt, ce n'est pas par hasard : une analogie, et même un lien direct, entre ce qui s'est passé à Cronstadt il y a dix-sept ans, et les récents procès de Moscou, ne sont que trop évidents. Aujourd'hui on assiste au meurtre des chefs de la Révolution d'octobre ; en 1921, ce furent les masses de base de cette révolution qui furent décimées. Serait-il possible de déshonorer et de supprimer aujourd'hui les chefs d'Octobre sans que la moindre protestation se lève dans le pays, si ces chefs-là n'avaient eux-mêmes, à coups de canons, obligé de se taire les marins de Cronstadt et les ouvriers de la Russie entière ?

La réponse de Trotsky à Wendelin Thomas montre que, malheureusement, Trotsky — qui est, avec Staline, le seul des chefs d'Octobre qui soit encore en vie parmi ceux qui ont effectué la répression de Cronstadt — se refuse actuellement, encore, à regarder le passé objectivement. Bien plus : dans son dernier article : « Beaucoup de bruit autour de Cronstadt », il élargit encore le fossé qui s'était alors creusé entre les masses travailleuses et lui ; il n'hésite pas, après avoir ordonné leur bombardement en 1921, à présenter aujourd'hui les hommes de Cronstadt, comme « des éléments complètement démoralisés, des hommes qui portaient d'élégants pantalons bouffants et se coiffaient à la façon des souteneurs ».

Non ! ce n'est pas avec de telles accusations, qui puent la morgue bureaucratique à cent pas, que l'on peut apporter une utile contribution aux enseignements à tirer de la grande révolution russe.

Pour déterminer l'influence qu'a eue Cronstadt sur le sort de la Révolution, il faut, en évitant toutes questions de personnes, porter son attention sur trois questions fondamentales : 1° dans quelle ambiance a surgi la révolte de Cronstadt ? 2° quels étaient les buts de ce mouvement ? 3° par quels moyens les insurgés essayèrent-ils d'atteindre ces buts ?

LES MASSES ET LA BUREAUCRATIE EN 1920-1921

Tout le monde est maintenant d'accord pour reconnaître qu'au cours de l'hiver 1920-1921, la Révolution russe vivait un moment particulièrement critique : l'offensive en Pologne s'était terminée par la défaite de Varsovie, aucune révolution sociale n'éclatait dans l'Europe occidentale, la révolution russe demeurait isolée, la famine et la désorganisation s'emparaient du pays entier ; le péril de la restauration bourgeoise frappait aux portes de la révolution. En ce moment critique, les différentes classes et partis qui existaient à l'intérieur du camp révolutionnaire présentèrent chacun leurs solutions pour résoudre la crise.

Le gouvernement soviétique et les sphères supérieures du parti communiste appliquèrent leur programme du *renforcement du pouvoir de la bureaucratie*. L'attribution aux « Comités exécutifs » des pouvoirs attribués jusqu'alors aux soviets, le remplacement de la dictature de la classe par celle du parti, le déplacement de l'autorité à l'intérieur même du parti, de ses membres à ses cadres, la substitution au double pouvoir de la bureaucratie et des ouvriers dans les usines du seul pouvoir de l'appareil, tout cela devait « sauver la Révolution » ! C'est à ce moment que Boukharine prononça son plaidoyer en faveur du « bonapartisme prolétarien ». « En se limitant lui-même », le prolétariat aurait soi-disant facilité la lutte contre la contre-révolution bourgeoise. Ainsi se manifestait déjà l'énorme *suffisance*, quasi-messianique, de la bureaucratie communiste.

Les 9^e et 10^e congrès du parti communiste, ainsi que l'intervalle d'une année qui les sépara, se passèrent sous le signe de cette nouvelle politique. Lénine en fut le réalisateur rigide, et Trotsky le troubadour. La bureaucratie prévenait la restauration bourgeoise... en éliminant les traits prolétariens de la révolution.

La formation de l'« opposition ouvrière » au sein du parti, appuyée non seulement par la fraction prolétarienne du parti, mais aussi par la grande masse des ouvriers sans parti, la grève générale du prolétariat de Pétrograd peu avant la révolte de Cronstadt, et enfin cette insurrection elle-même, tout cela exprimait les aspirations des masses qui sentaient, plus ou moins clairement, qu'une « tierce personne » était en train de porter atteinte à ses conquêtes. Le mouvement des paysans pauvres de Makhno en Ukraine fut, dans l'ensemble, la conséquence des mêmes résistances. Lorsqu'on examine, avec le recul historique dont nous disposons maintenant, les luttes de 1920-1921, on est frappé de voir que ces masses dispersées, affamées et affaiblies par la désorganisation économique, ont néanmoins trouvé en elles la force de formuler avec autant de précision leur position sociale et politique, et de la défendre, à la fois, contre la bureaucratie et contre la bourgeoisie.

LE PROGRAMME DE CRONSTADT

Pour ne pas nous contenter, comme Trotsky, de simples affirmations, soumettons aux lecteurs la résolution qui servit de programme au mouvement de Cronstadt. Nous la reproduisons en entier, en raison de son énorme importance historique. Elle fut adoptée le 28 février par les marins du cuirassé « Petropavlovsk » et acceptée ensuite par tous les marins, soldats et ouvriers de Cronstadt.

« Après avoir entendu les représentants des équipages qui ont été délégués par l'assemblée générale des bâtiments pour se rendre compte de la situation à Pétrograd, cette assemblée prend les décisions suivantes :

I. Organiser immédiatement des réélections aux soviets avec vote secret et en ayant soin d'organiser une libre propagande électorale pour tous les ouvriers et paysans, vu que les soviets actuels n'expriment pas la volonté des ouvriers et des paysans.

II. Accorder la liberté de la parole et de la presse pour les ouvriers et paysans, pour les anarchistes et les partis socialistes de gauche ;

III. Donner la liberté de réunion et la liberté d'association aux organisations syndicales et paysannes ;

IV. Organiser, pour le 10 mars 1921 au plus tard, une conférence sans-parti des ouvriers, soldats rouges et matelots de Pétrograd, de Cronstadt et du district de Pétrograd ;

V. Libérer tous les prisonniers politiques appartenant aux partis socialistes, ainsi que tous les ouvriers et paysans, soldats rouges et marins emprisonnés pour des faits en rapport avec des mouvements ouvriers et paysans ;

VI. Elire une commission pour la révision des cas de ceux qui sont détenus dans les prisons ou les camps de concentration ;

VII. Supprimer tous les « politotdiel » (1), car aucun parti ne peut avoir de privilèges pour la propagande de ses idées, ni recevoir de l'Etat des ressources dans ce but. A leur place, il doit être créé des commissions culturelles élues, auxquelles les ressources doivent être fournies par l'Etat ;

VIII. Supprimer immédiatement tous les « zagradytelné otriady » (2) ;

(1) Sections politiques du parti communiste existant dans la plupart des institutions d'Etat.

(2) Zagradytelné otriady : détachements policiers créés officiellement pour lutter contre l'agiotage, mais qui en fin de compte confisquaient tout ce que la population affamée, les ouvriers compris, amenaient des campagnes pour la consommation personnelle.

IX. Fournir à tous les travailleurs une ration égale, à l'exception de ceux des métiers insalubres qui pourront avoir une ration supérieure ;

X. Supprimer les détachements de combats communistes dans toutes les unités militaires, et faire disparaître dans les usines et fabriques le service de garde effectué par les communistes. Si on a besoin de détachements de combat, les désigner par compagnie dans chaque unité militaire ; dans les usines et fabriques les services de garde doivent être établis conformément à l'avis des ouvriers ;

XI. Donner aux paysans le droit de travailler leurs terres, comme ils le désirent, ainsi que celui d'avoir du bétail, mais tout cela par leur propre travail, sans aucun emploi de travail salarié ;

XII. Demander à toutes les unités militaires ainsi qu'aux camarades « kursanty » (3) de s'associer à cette résolution ;

XIII. Exiger qu'on donne dans la presse une large publicité à toutes les résolutions ;

XIV. Désigner un bureau mobile de contrôle ;

XV. Autoriser la production artisanale libre, sans emploi de travail salarié.

Ce sont là des formules frustes, certaines mêmes insuffisantes, mais qui sont toutes imprégnées de l'esprit d'Octobre, et il n'y a pas de calomnie au monde qui puisse faire douter de la liaison intime existant entre cette résolution et le sentiment qui guidait les expropriateurs de 1917.

La profondeur des principes qui animent cette résolution se trouve montrée par le fait qu'elle est encore largement actuelle. On peut, en effet, l'opposer aussi bien au régime de Staline de 1938 qu'à celui de Lénine de 1921. Il y a même plus : les propres exigences de Trotsky à l'encontre du régime de Staline ne sont que la reproduction, timide il est vrai, des revendications de Cronstadt. D'ailleurs, quel autre programme, quelque peu socialiste, pourrait être opposé à l'oligarchie bureaucratique en dehors de ceux de Cronstadt et de l'Opposition ouvrière ?

Le début de la résolution montre la liaison étroite qui existait entre les mouvements de Pétrograd et de Cronstadt. La tentative de Trotsky d'opposer les ouvriers de Pétrograd à ceux de Cronstadt afin de consolider la légende du caractère contre-révolutionnaire du mouvement de Cronstadt se heurte à Trotsky lui-même : en 1921, Trotsky, en effet, plaidant pour la nécessité dans laquelle Lénine s'était trouvé de supprimer la démocratie au sein des soviets et du parti, accusait les grandes masses, dans le parti et en dehors du parti, de sympathiser avec Cronstadt. Il admettait donc à ce moment que, bien que les ouvriers de Pétrograd et de l'Opposition ouvrière n'aient point été jusqu'à la résistance à main armée, leur sympathie au moins allait à Cronstadt.

(3) Elèves-officiers.

L'assertion de Trotsky suivant laquelle « l'insurrection aurait été inspirée par le désir d'obtenir une ration privilégiée » est encore plus effarante. Ainsi, c'est l'un de ces privilèges du Kremlin, pour lesquels les rations étaient très supérieures à celles des autres, qui ose lancer un semblable reproche, et cela à des hommes qui, dans le paragraphe IX de leur résolution, réclamaient explicitement l'égalisation de la ration ! Ce détail montre à quel point l'aveuglement bureaucratique de Trotsky est infini et désespéré.

Les articles de Trotsky ne s'écartent pas d'un seul pas de la légende forgée autrefois par le Comité central du parti. Certes, Trotsky mérite l'estime du mouvement ouvrier international pour avoir refusé, à partir de 1923, de continuer à participer à la dégénérescence bureaucratique et aux nouvelles « épurations » destinées à priver la Révolution de tous ses éléments de gauche ; il préféra être éliminé lui-même. Il mérite plus encore d'être défendu contre la calomnie et les attentats de Staline. Mais tout cela ne donne pas à Trotsky le droit d'insulter les masses travailleuses de 1921. Au contraire ! Plus que tout autre, Trotsky aurait dû fournir une nouvelle appréciation de l'initiative prise par Cronstadt, initiative d'une valeur historique considérable, initiative prise par des militants de la base afin de lutter contre la première « épuration » sanglante entreprise par la bureaucratie.

L'attitude des travailleurs russes au cours de l'hiver tragique 1920-1921 témoigne qu'un instinct social profond et un noble héroïsme animèrent les classes laborieuses de Russie, non seulement durant la montée de la Révolution, mais aussi lors de la crise qui la mit en péril mortel.

Ni les combattants de Cronstadt, ni les ouvriers de Pétrograd, ni les communistes du rang, ne disposaient déjà plus, il est vrai, au cours de cet hiver, d'autant d'énergie révolutionnaire qu'en 1917-1919, mais tout ce qu'il y avait encore de socialiste et de révolutionnaire dans cette Russie de 1921, c'était la base qui le possédait. En s'opposant à celle-ci, Lénine et Trotsky, d'accord avec Staline, avec Zinoviev, Kaganovitch et autres, répondaient aux désirs et servaient les intérêts des cadres bureaucratiques. Les ouvriers luttèrent alors pour le socialisme dont la bureaucratie poursuivait déjà la liquidation. C'est là qu'est le fond du problème.



CRONSTADT ET LA N.E.P.

On croit assez communément que Cronstadt exigeait l'introduction de la N.E.P. ; c'est là une profonde erreur. La résolution de Cronstadt se prononçait pour la défense des travailleurs, non seulement contre le capitalisme bureaucratique d'Etat, mais aussi contre la restauration du capitalisme privé. Cette restauration était exigée — contrairement à Cronstadt — par les social-démocrates, qui la combinaient avec un régime de démocratie politique. Et ce sont Lénine et Trotsky qui la réalisèrent en grande partie (mais sans démocratie politique) sous la forme de la N.E.P. La résolution de Cronstadt disait, elle, tout le contraire puisqu'elle s'affirmait contre le salariat dans l'agriculture et l'artisanat. Cette résolution, et le mouvement auquel elle servit de base, tendaient à l'alliance révolutionnaire des prolétaires et des paysans travailleurs, avec les milieux les plus pauvres des campagnes, afin que la révolution se développe, vers le socialisme ; la N.E.P. était, au contraire, l'union des bureaucrates avec les couches supérieures du village contre le prolétariat, c'était l'alliance du capitalisme d'Etat et du capitalisme privé contre le socialisme. La N.E.P. est autant antagoniste des revendications de Cronstadt que, par exemple, le programme socialiste révolutionnaire de l'abolition du système de Versailles surgissant devant le prolétariat d'avant-garde européen est opposé à l'abrogation du traité de Versailles, telle qu'elle fut réalisée par Hitler.

Voici, enfin, une dernière accusation couramment répandue : des initiatives comme celle de Cronstadt pouvaient *indirectement* déchaîner les forces de la contre-révolution. Il est possible en effet que même en se plaçant sur la base de la démocratie ouvrière, la révolution ait finalement échoué, mais ce qui est certain, c'est qu'elle a péri, et qu'elle a péri du fait de la politique des dirigeants : la répression de Cronstadt, la suppression de la démocratie ouvrière et soviétique par le 10^e congrès du parti communiste russe, l'élimination du prolétariat de la gestion de l'industrie, l'introduction de la N.E.P. signifiaient déjà la mort de la Révolution.

C'est précisément à la fin de la guerre civile que se produisit la scission de la société post-révolutionnaire en deux groupes fondamentaux : les masses travailleuses et la bureaucratie. Dans ses aspirations socialistes et internationalistes la révolution russe fut étouffée ; dans ses tendances nationalistes, bureaucratiques, de capitalisme d'Etat, elle se développa et se consolida.

C'est à partir de là et sur cette base que chaque année, de plus en plus nettement, l'amoralisme bolchevique, si souvent évoqué, acquit le développement qui devait conduire aux procès

de Moscou. La logique implacable des choses s'était manifestée: lorsque des révolutionnaires, demeurant tels en paroles, accomplissent, en fait, les tâches de la réaction et de la contre-révolution, ils doivent inéluctablement avoir recours au mensonge, à la calomnie et à la falsification. Ce système du mensonge généralisé est la conséquence, non la cause, de la séparation du parti bolcheviste d'avec le socialisme et le prolétariat.

Je me permets, pour corroborer ce qui est dit ci-dessus, de citer des témoignages sur Cronstadt d'hommes que j'ai rencontrés dans la Russie des Soviets.

— *Ceux de Cronstadt? Ils eurent parfaitement raison; ils sont intervenus pour défendre les ouvriers de Pétrograd; ce fut un malentendu tragique que Lénine et Trotsky, au lieu de s'entendre avec eux, leur livrèrent bataille, me disait, en 1932, Dch., qui, en 1921, était ouvrier sans parti à Pétrograd et que je connus dans l'Isolateur politique de Verkhni-Ouralsk comme trotskyste.*

— *C'est une fable qu'au point de vue social, le Cronstadt de 1921 ait eu une population toute différente de celle de 1917; me disait en prison un autre Pétrogradois, Dv., qui, en 1921, était membre des Jeunesses Communistes, et fut emprisonné en 1932 comme « déiste » (membre du groupe Sapronov, du « Centralisme démocratique »).*

J'eus aussi l'occasion de connaître l'un de ceux qui avaient effectivement participé au soulèvement de Cronstadt. C'était un ancien mécanicien de la marine, communiste dès 1917; qui avait activement pris part à la guerre civile, dirigé un certain temps une Tcheka de province quelque part sur la Volga, et se trouvait en 1921 à Cronstadt en qualité de commissaire politique, sur le navire de guerre « Marat » (ex-« Pétropavlovsk »). Lorsque je le vis, en 1930, dans la prison de Léninegrad, il venait de passer huit ans aux îles Solovetski.



LES MOYENS DE LUTTE

Les travailleurs de Cronstadt poursuivaient des buts révolutionnaires en luttant contre les tentatives réactionnaires de la bureaucratie et en se servant de moyens propres et honnêtes. Par contre, la bureaucratie diffamait odieusement leur mouvement, prétendant qu'il était dirigé par le général Kozlovski. En fait, ceux de Cronstadt voulaient honnêtement, en camarades, discuter les questions litigieuses avec des représentants du gouvernement. Leur initiative eut d'abord un caractère défensif — c'est pour cette raison qu'ils n'occupèrent pas en temps voulu Brianienbaum, sur la côte en face de Cronstadt.

Dès le début, les bureaucrates de Pétrograd employèrent le système des otages en arrêtant les familles des marins, soldats de l'Armée rouge et ouvriers de Cronstadt qui habitaient Pétrograd, parce que quelques commissaires de Cronstadt — dont pas un seul ne fut fusillé — avaient été arrêtés. La détention des otages fut portée à la connaissance de Cronstadt par voie de tracts lancés par avion. Dans sa réponse par radio, Cronstadt déclara le 7 mars « qu'il ne voulait pas imiter Pétrograd, car il estime qu'un pareil acte, même effectué dans un accès de haine désespérée, est le plus honteux et le plus lâche à tous les points de vue. L'histoire n'a pas encore connu de pareils précédents. » L'« Izvestia » du Comité Rév. de Cronstadt, 7 mars 1921). Le nouveau milieu dirigeant comprenait, lui, beaucoup mieux que les « rebelles » de Cronstadt la signification de la lutte sociale qui commençait, la profondeur de l'antagonisme des classes qui le séparait des travailleurs. C'est en cela que réside la tragédie de toutes les révolutions dans la période de leur déclin.

Mais lorsque le conflit militaire fut imposé à Cronstadt, celui-ci trouva encore en lui la force de formuler les mots d'ordre de la « troisième révolution » qui demeurèrent depuis lors le programme du socialisme russe de l'avenir (1).



(1) Un ouvrage d'ensemble sur Cronstadt, contenant des documents essentiels sur ces journées historiques, vient d'être établi par Ida Mett. Sa publication apporterait, à mon avis, une contribution opportune à la discussion internationale qui se développe actuellement.

BILAN

Il y a des raisons de penser qu'étant donné le rapport des forces du prolétariat et de la bourgeoisie, du socialisme et du capitalisme, qui existait en Russie et en Europe au début de 1921, la lutte pour le développement socialiste de la révolution russe était vouée à un échec. Dans ces conditions, le programme socialiste des masses ne pouvait vaincre; il fallait s'attendre au triomphe de la contre-révolution déclarée ou camouflée sous l'aspect d'une dégénérescence (comme cela s'est produit en fait).

Mais pareille conception des processus de la révolution russe ne diminue nullement, dans le domaine de principe, l'importance historique du programme et des efforts des masses travailleuses. Au contraire, ce programme constitue le point de départ d'où commencera le nouveau cycle du développement révolutionnaire et socialiste. En effet, toute révolution nouvelle commence non sur la base où débuta la précédente, mais en partant du point où la révolution antérieure, a subi un enrayement mortel.

L'expérience de la dégénérescence de la révolution russe pose de nouveau devant la conscience du socialisme international un problème sociologique extrêmement important: Pourquoi dans la révolution russe, comme dans deux autres grandes révolutions antérieures, celles d'Angleterre et de France, est-ce de l'intérieur que la contre-révolution a triomphé au moment où les forces révolutionnaires s'épuisaient, et par le moyen du parti révolutionnaire lui-même (« épuré », il est vrai, de ses éléments de gauche) ?

Le marxisme estimait que la révolution socialiste, une fois commencée, ou bien serait assurée d'un développement graduel et continu menant au socialisme intégral, ou bien irait à une défaite se réalisant sous la forme d'une restauration bourgeoise.

L'ensemble de la révolution russe pose d'une façon toute nouvelle le problème du mécanisme de la révolution socialiste. Cette question doit devenir primordiale dans la discussion internationale. Dans cette discussion, le problème de Cronstadt peut et doit avoir une place digne de lui.

A. CILIGA.



LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE EN HONGRIE

(21 Mars 1919 — 7 Août 1919)

La Commune hongroise était le produit d'un mouvement révolutionnaire spontané des ouvriers, soldats et marins. Elle a été trahie par les chefs communistes alliés aux social-démocrates et aux paysans-nationaux, qui les saboteurs le plus en vue, doit citer les trop fameux Pepper et Bela Kun. Tous les dirigeants opportunistes, devant lesquels les communistes de gauche et les anarchistes, eurent l'imprudence de céder, sont collectivement responsables du désarmement de la classe ouvrière entre les mains de l'Entente, l'abandon de toute solidarité vis-à-vis des communes bavaïroises et autrichiennes, des contrefaçons national-étatiques et agrariennes du socialisme, des défections successives devant les alliés, et finalement de l'évacuation complète des districts du nord (par lesquels l'armée rouge hongroise pouvait établir sa jonction avec celles de Russie et d'Ukraine)...

Celle est l'appréciation des communistes de gauche hongrois, reproduite dans « L'Ouvrier Communiste » de Mai 1920. L'anarchiste-communiste Lauphinier, témoin oculaire des événements en 1919, donne les détails suivants (voir sa brochure « La Commune hongroise et les anarchistes »):

Dès le commencement d'avril, lorsqu'il apparut que les alliés allaient occuper militairement la Hongrie, les communistes volontaires, pensant qu'une situation critique exige l'usage de moyens extraordinaires, et le rejet des hypothèses nationales, réclamèrent de franchir la frontière, d'envahir la Bukovine, et par la haute Bessarabie et la Moldavie, de joindre l'armée russe. Certains territoires étrangers auraient été occupés. Mais ils n'appartenaient à personne. Les Tchèques et les Roumains se disputaient ces contrées peine quittées par les soldats d'Autriche.

En outre, les populations hongroises pressurées par les belligérants, espéraient en une libération économique et, prêtes à s'insurger, se seraient volontiers jointes aux Magyars. La création d'un bloc hongro-russe aurait permis à la Russie et à la Hongrie de résister aux assauts réactionnaires et de ravitailler mutuellement. Bela Kun refusa catégoriquement de permettre le viol des frontières.

« Soudain, le 8 avril, on apprit que la république des conseils avait été proclamée à Munich, et que la garde bavaïroise occupait les frontières du nouvel état. A Vienne, l'agitation prenait une extension rapide. L'instant approchait où se constituerait le groupe compact des états communistes du Danube, susceptible de contenir victorieusement la poussée des alliés et d'entraîner dans son orbite les divers états balkaniques. En un jour, l'armée magyare aurait pu gagner Vienne. En une heure, déclara plus tard le président du Conseil autrichien Seitz, les conseils ouvriers d'Autriche auraient renversé la république démocrate et réalisé l'émancipation complète du prolétariat. La route de Vienne à Munich était ouverte. Rapidement, les révolutionnaires, par Linz, Ried et Simbach, pouvaient opérer leur jonction avec les Bavaïrois.

« Pour ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures d'un état étranger, et ne pas éveiller les susceptibilités de l'Entente, Kun ne consentit jamais à soulever l'Autriche et à s'unir aux Bavaïrois. Il préféra négocier avec les alliés. Le général Smuts, délégué de l'Afrique du Sud à la Conférence de la Paix, vint en Hongrie. Kun exulta: « ...Le général Smuts discute avec nous en qualité de diplomate. Ceci prouve que le système prolétarien est reconnu par l'Entente comme le premier pou-

voir fermement établi depuis l'effondrement de l'armée impériale.

« ...L'inaction des milices magyares permit aux bandes roumaines de pénétrer en Transylvanie le 2 avril... Ils marchèrent sur Arad, suivis de l'armée française. Pour briser leur avance, les anarchistes de Transylvanie incitèrent les travailleurs à faire une grève générale dans les centres... Le 25 avril Franchet d'Espèrey donnait à ses soldats l'ordre de reprendre l'avance suspendue à la suite de la mission Smuts; l'Entente, par un ultimatum, somma les commissaires de peuple de transmettre leur pouvoir à un gouvernement républicain. Kun restait optimiste. Il télégraphiait à Balfour et réclamait la venue d'une mission internationale à Budapest — « pour régler les détails du statut des entreprises étrangères ».

« ...Le 1^{er} mai... 400.000 personnes défilèrent en cortège, acclamant le nouveau régime. Le 2 mai on apprit la chute des Conseils bavarois et la prise des rives orientales de la Tisza, par les franco-roumains. Le 3 mai, le général Marcareseu, commandant l'armée roumaine de Transylvanie, exigea, dans un ultimatum, la démobilisation des milices magyares, la livraison du matériel, des armes et approvisionnements, de 800 locomotives, de 4.000 wagons de voyageurs, et 40.600 wagons de marchandises, de 4 trains blindés. Il réclama de plus la libération, sans réciprocité, des prisonniers.

« ...A Budapest on comprit enfin le danger. Près de deux mois avaient été gaspillés en pourparlers; il fallut réagir. Le 4 mai la mobilisation générale fut proclamée. Tout individu ayant reçu une instruction militaire quelconque dut partir pour le front. Une propagande intense s'effectua dans les syndicats, afin d'inciter les ouvriers à s'engager. Les réformés exécutèrent des travaux de fortification. Budapest entra dans la zone des opérations militaires.

« Dans la nuit du 5 mai, l'armée rouge s'ébranla. Les centuries syndicales, aidés des matelots, refoulèrent les Roumains de Szolnok à Mezo Tur. Les milices délivrèrent Kisujzallas, Karszag et Püspök Ladanu; les têtes de pont sur la rive gauche de la Tisza revinrent en leur possession.

« Le 24 avril, dénonçant l'armistice de Belgrade, les Tchèques, commandés par le général français Pellé, avancèrent vers Pozsony... Le 11 mai seulement, les magyars ripostèrent, et les envahisseurs s'enfuyèrent... Le 7 juin, le 28^e régiment d'infanterie tchèque, officiers en tête, se rendit. Le 11 juin,

les communistes... libérèrent la Hongrie. Le 14 juin ils pénétrèrent en Slovaquie; le 16 juin CE PAYS SURGEA ET PROCLAMA LA DICTATURE DU PROLETARIAT...

« Le 17 juin, alors qu'elle atteignait le paroxysme de son élan, l'armée rouge dut s'arrêter, sur l'ordre de Bela Kun. Dans la nuit du 7, en effet, Clemenceau, par un télégramme, invita les délégués hongrois à participer à la Conférence de la Paix moyennant la cessation des hostilités contre les Tchèques et Roumains. Kun accepta. Le 10 Clemenceau enjoignit de nouveau aux magyars d'évacuer les territoires tchèques et slovaques dans un délai de 4 jours à partir du 14 juin. Kun adressa le 17 juin, à Masaryk, président de la république tchèque, une dépêche réclamant l'ouverture des négociations. Le gouvernement de Prague se déclara prêt à conclure un traité pourvu que fussent observées les conditions de Clemenceau. Le 19 juin, Congrès des Conseils, Kun affirma : « NOUS ALLONS CONCLURE LA PAIX, DONT LA DUREE NE SERA PLUS LONGUE QUE CELLE DE BREST-LITOWSK. NOUS NEGOCIERONS AVEC LES IMPERIALISTES. Pour ce n'est pas à nous, mais au prolétariat de Bohême de détruire les conditions de ce pacte. Nous ne devons à AUCUN PRETEXTE nous immiscer dans les affaires intérieures de nos voisins; fut-ce pour améliorer leur condition. » Il s'entêtait encore sa conception mesquine de respect aux états bourgeois.

« Tandis que l'aveugle Kun, confiant dans la sincérité de Clemenceau, poursuivait ses tractations, dans la partie occidentale, les alliés embourgeoisés de force plusieurs milliers de paysans dans la troupe réactionnaire dont ils confèrent le commandement à l'amiral Horthy, régent actuel du royaume de Hongrie.

« Kun craignait la puissance des alliés. Pourtant, les communistes, battirent à chaque rencontre. Les Français, placés toujours en deuxième ligne, représentaient une force numérique ridicule. Les soldats, affaiblis par les fièvres, en proie à la haine non démentie de leurs ennemis déclarés, mais leurs auxiliaires roumains, tchèques et serbes, se trouvaient démoralisés. SERBES SE REVOLTAIENT. SERBES SE REVOLTAIENT. SERBES SE REVOLTAIENT. Le 22 juillet, à 2 heures, l'après-midi, à Marbourg, les révolutionnaires du 45^e régiment yougoslave mutinèrent. Ils furent réprimés par des officiers français, après avoir

sur le sol 48 morts. Le 29 juillet à Varesdin, en CROATIE, un régiment de cavalerie, aidé par les ouvriers de la ville, emprisonna ses officiers et déclara LA COMMUNE. L'ordre ne parvint à se rétablir qu'après deux jours de combat. A Esseg, en SLAVONIE, les ouvriers décrétèrent LA GREVE GENERALE et arborèrent le drapeau rouge à l'arrivée des Français. Les meneurs arrêtés se virent, sans jugement, passés par les armes.

« Le 24 juin, le général Pellé informa Boehm que les Tchèques suspendaient les hostilités à la condition que les Hongrois repasseraient la frontière slovaque. Kun obtempéra; la république soviétique de Slovaquie fut renversée, le 29 juin, et les principaux commissaires pendus. Les Tchèques reprirent l'offensive. Un télégramme officiel de Prague, en date du 27 juin, déclara : « Tandis que le généralissime Pellé adressait un radio-télégramme au commandement en chef des magyars, nos troupes firent des rapides pro-

grès... »

« Alors, découragés, comprenant la stupidité de leurs chefs, lassés de vaincre pour reculer davantage, contaminés par les éléments bourgeois infiltrés dans leurs rangs, les milices rouges se désorganisèrent. Les ouvriers s'enfuirent dans les villes; les démocrates se rendirent aux envahisseurs qui les enrégimentèrent sous le drapeau d'Horthy. Les paysans seuls poursuivirent la lutte. Jusqu'en août ils parvinrent à contenir les troupes alliées. Mais celles-ci avaient opéré leur jonction. De Slovaquie, de Transylvanie, de Serbie, de Slavonie, elles se dirigeaient vers Budapest.

...Dans la matinée du 5 août, 30.000 Roumains, conduits par Marcareseu, pénétrèrent à Budapest... Le 10 août, à Csepel, mille ouvriers des centuries syndicales, qui s'étaient rendus, furent massacrés à coups de mitrailleuses. Bela Kun, l'auteur de ce désastre, prit le train pour Vienne. »

Après la Commune de Paris (1871) et la Commune de Pétersbourg (1917), la révolution prolétarienne en Europe Centrale a une fois de plus démontré et confirmé :

1° Le prolétariat est une seule classe internationale;

2° La bourgeoisie est également, malgré ses contradictions inter-impérialistes, une seule classe internationale;

3° La révolution prolétarienne, à l'opposé de la révolution bourgeoise, est une révolution internationale; elle commence dans le cadre national, mais elle ne peut vaincre que dans le cadre international. La révolution prolétarienne, ou chaîne la guerre civile internationale et triomphe

en établissant la dictature mondiale du prolétariat, ou est étouffée et écrasée dans le cadre national ou local par la contre-révolution bourgeoise;

4° L'ETAT OUVRIER NATIONAL COHABITANT PACIFIQUEMENT AVEC LE MONDE CAPITALISTE OU L'ETAT OUVRIER DANS UN SEUL PAYS AU MILIEU DU MONDE CAPITALISTE N'EXISTE PAS, N'A JAMAIS EXISTE ET NE POURRA JAMAIS EXISTER. La théorie de « l'Etat Ouvrier dans un seul pays » en rapports pacifiques avec le monde capitaliste, est une théorie national-réformiste qui a engendré la théorie également national-réformiste du « socialisme dans un seul pays ». Toutes les deux théories servent les intérêts du capitalisme d'Etat. Toutes les spéculations sur les degrés possibles de la soi-disante « dégénérescence »

et les moyens réformistes d'y remédier, se basent sur des théories fausses et sont à rejeter.

5. La dictature du prolétariat établie d'abord dans un pays ne peut être que l'OUVERTURE DE LA GUERRE CIVILE INTERNATIONALE, L'ELEVATION DES MASSES PROLETARIENNES EN CLASSE DOMINANTE, LA DECLARATION DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE EN PERMANENCE jusqu'à l'écrasement de la bourgeoisie internationale, jusqu'à l'établissement

de la dictature internationale du prolétariat, phase transitoire vers la société communiste sans classes. Si la révolution prolétarienne n'atteint pas la dictature mondiale du prolétariat, elle est écrasée sans délai. Dans ce cas le parti révolutionnaire ne doit à aucun prix tromper le prolétariat, en restant dans un gouvernement bourgeois dit « socialiste socialiste ». Il doit au contraire préparer dans l'illégalité le parti international et l'assaut victorieux du prolétariat pour la conquête du pouvoir international.

ÉDITÉ PAR

LE PROLÉTAIRE

ORGANE
DU COMMUNISME RÉVOLUTIONNAIRE

Adresse : Marie-Louise Bailly, 1, rue du Pavillon, Lyon 6^e

PRIX : 12 Fr.